

REPÈRES

LES FINANCEURS DES AIDES À L'AUTONOMIE

Plusieurs financeurs publics contribuent aux politiques d'aide à l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées.

— **L'État** finance les ressources d'existence des personnes handicapées (allocations aux adultes handicapés, pensions militaires d'invalidité), les dispositifs d'incitation à l'activité professionnelle pour les personnes handicapées (établissements et services d'aide par le travail, entreprises adaptées), les dispositifs d'aide à l'intégration scolaire. Il intervient en outre par des aides fiscales en faveur des personnes âgées ou handicapées (bénéficiaires de la carte d'invalidité, employeurs d'aides à domicile...).

— **Les régimes de sécurité sociale** : l'assurance maladie finance les établissements et services médico-sociaux, dont les crédits sont gérés par la CNSA, ainsi que les pensions d'invalidité ; la CNAF finance l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé et l'allocation de présence parentale. Les régimes de retraite disposent d'un budget d'action sociale pour financer des dépenses extra-légales (frais de transport, aide ménagère, aide à l'investissement...).

— **Les départements**, responsables de la planification de l'offre de structures à destination des personnes âgées et des personnes handicapées, financent les prestations individuelles (allocation personnalisée d'autonomie – APA – et prestation de compensation du handicap – PCH) et le fonctionnement de certains établissements ; l'aide sociale finance les coûts d'hébergement en établissement ou l'aide ménagère.

— **La CNSA**, garante de l'égalité de traitement sur le territoire national, répartit les crédits de l'assurance maladie dédiés aux établissements médico-sociaux que son budget vient d'ailleurs abonder grâce notamment aux recettes de la contribution solidarité pour l'autonomie, et contribue au financement des prestations individuelles, à travers un concours aux conseils généraux, et au fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées.

— **L'AGEFIPH** finance les aménagements de postes de travail pour les travailleurs handicapés dans les entreprises et les dispositifs d'accompagnement vers le retour à l'emploi (Cap emploi, formations...). Le **Fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées** fait de même pour les trois fonctions publiques.

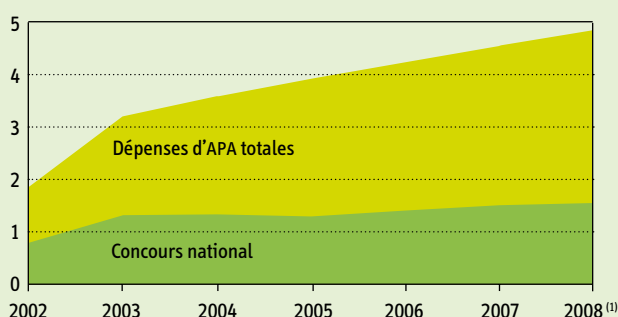
REPÈRES

LES DÉPENSES LIÉES AUX PRESTATIONS INDIVIDUELLES

L'APA et la PCH sont versées aux personnes bénéficiaires par les départements qui en assurent le financement. Ceux-ci reçoivent une compensation à travers un concours national financé aujourd'hui par la CNSA.

DES DÉPENSES D'APA DYNAMIQUES

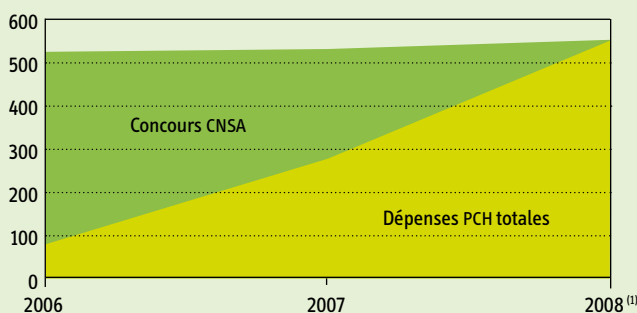
Évolution des dépenses d'APA et du concours national depuis 2002 (en milliards d'euros)



Source : CNSA.

LA PCH, UNE MONTÉE EN PUISSANCE AVÉRÉE

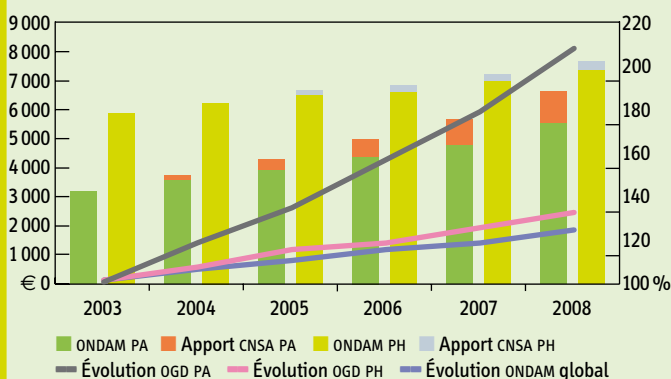
Évolution des dépenses de PCH et du concours national depuis 2006 (en millions d'euros)



Source : CNSA.

LES CRÉDITS DEDIEES AUX ÉTABLISSEMENTS

MÉDICO-SOCIAUX EN FORTE HAUSSE (en millions d'euros)
ET LEUR ÉVOLUTION (en %)



(1) Prévisions

Source : CNSA.